

## Le pied de nez d'Amar Saâdani à Ahmed Ouyahia



Amar Saâdani, secrétaire général du FLN.  
© Zehani/Archives Liberté

“Nous étions la majorité dans cette alliance, mais c’étaient les autres qui dirigeaient le gouvernement. Maintenant, nous avons nos projets”, tranche le secrétaire général du FLN.

Le tonitruant secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saâdani, a opposé, une nouvelle fois, une fin de non-recevoir à la proposition faite par son homologue du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, et tendant à ressusciter l’alliance présidentielle. Dans un entretien accordé au quotidien El-Khabar, le patron du FLN n’y va pas par trente-six chemins et se montre même plus intransigeant sur le sujet en martelant que l’expérience relative à l’alliance présidentielle n’a pas été dans l’intérêt de sa formation. “Nous avons expérimenté par le passé ce type de cadre et cela n’a pas été dans notre intérêt. L’alliance présidentielle n’a pas apporté un plus au parti. Nous étions la majorité dans cette alliance, mais c’étaient les autres qui dirigeaient le gouvernement. Maintenant, nous avons nos projets”, tranche M. Saâdani dont la réponse sonne presque comme un pied de nez au directeur de cabinet de la présidence de la République qui vient de reprendre du service pour voler au secours du clan présidentiel, pris sous le feu nourri de l’opposition. Le SG du FLN ne semble pas l’entendre de cette oreille puisque, d’après lui, c’est justement cette propension du patron du RND à aller en guerre contre l’opposition qui l’a amené à rejeter sa proposition de déterrer l’alliance présidentielle.

“Un tel projet ne doit pas être conçu pour aller à l’affrontement avec l’opposition. Si on voulait réellement aider le Président, pourquoi rétrécir le nombre de partis pouvant prendre part à une telle initiative ? Pourquoi ne pas appeler à un rassemblement de toutes les forces, organisations et partis soutenant le Président dans le cadre

d'une coalition nationale ?", réplique le SG du FLN qui marque sa différence par rapport à Ouyahia dans sa perception du travail de l'opposition. "L'alliance présidentielle ne doit pas privilégier la confrontation directe avec l'opposition, mais plutôt un dialogue constructif afin de la renforcer et non de l'affaiblir dans l'objectif de chercher des alternatives communes", explique M. Saâdani. Tout cela n'empêche pas le patron du FLN de tomber à bras raccourcis sur cette même opposition qui, d'après lui, "existe au niveau central, mais ne possède pas pour le moment des bases représentatives et tente d'imposer ses vues dans le cadre d'une opposition à des personnes". "Nous, nous appelons publiquement à l'établissement d'un État civil et eux, demandent à l'armée d'intervenir et de bafouer la légalité", ajoute M. Saâdani qui, à l'occasion, met en exergue "la position délicate" de son parti "qui est à l'intérieur du système sans y être vraiment".

Et si, comme on pouvait bien s'y attendre, le boss du FLN s'est exprimé sur nombre de sujets d'actualité à l'instar du projet de révision constitutionnelle, l'état de santé du Président, le procès Khalifa, il a surtout surpris par sa réponse à une question qui s'imposait d'elle-même et liée à son fameux appartement parisien. Tout en affirmant avoir acquis ce bien pour permettre une meilleure prise en charge de sa fille malade dans la capitale française, il assure avoir remis au patron du DRS, le général Toufik, "un dossier complet" sur le sujet. Ce dossier, précise-t-il, comprend tous les documents relatifs à l'acquisition de ce bien et les certificats et rapports médicaux de sa fille. Le commun des Algériens ne manquera pas de s'interroger sur ce geste et les raisons qui ont amené le SG du FLN à tenter de se justifier, ainsi auprès de quelqu'un qu'il avait, lui-même, malmené par le biais de ses déclarations à la presse et surtout à quel titre s'est-il adressé à lui. Interrogé sur l'affaire Khalifa, M. Saâdani a, par ailleurs, juré n'avoir jamais rencontré le boss Abdelmoumen Khelifa, tout en estimant que le procès n'a finalement pas permis de connaître la destination des sommes colossales détournées.

**H. S**